

Le Juge

Votre rôle

- Préparer le procès (quelle est la personnalité du ou de la prévenu-e et de la victime).
- Conduire le procès.
- Réaliser un jugement.



Comment conduire le procès

1. **Ouvrez la séance:** «Je déclare la séance ouverte».
2. **Identifiez le ou la prévenu-e:** «Vous êtes bien xxx, né-e le xxx et domicilié-e xxxx?».
3. **Instruisez le dossier:** interrogez la ou le prévenu-e et éventuellement la victime.
4. **Récapitulez les faits** qui sont reprochés au ou à la prévenu-e (les préventions).
5. **Donnez la parole à l'avocat-e de la partie civile**, pour sa plaidoirie.
6. **Donnez la parole au ou à la Procureur-e du Roi**, pour son réquisitoire.
7. **Donnez la parole à l'avocat-e de la défense**, pour sa plaidoirie.
8. **Donnez la parole au ou à la prévenu-e:**
 - Demandez: «Avez-vous compris les faits qui vous sont reprochés et les peines qui ont été proposées?».
 - Seulement si la ou le procureur-e ou l'avocat-e du ou de la prévenu-e ont proposé une peine de travail: demandez au ou à la prévenu-e: «Êtes-vous d'accord d'effectuer une peine de travail?».
 - Demandez au ou à la prévenu-e: «Avez-vous quelque chose à ajouter pour votre défense?».
9. **Annoncez que vous vous retirez pour délibérer** en disant «L'affaire est mise en délibéré».
10. **Après 10 min de délibération, vous rouvrez l'audience en disant** «La séance est rouverte. Vous pouvez vous asseoir». Vous faites venir le ou la prévenu-e à la barre et vous prononcez votre jugement.
11. **Demandez au ou à la prévenu-e** si il ou elle a compris les peines prononcées.
12. **Dites au ou à la prévenu-e** qu'il ou elle a un mois pour faire appel si il ou elle le désire.



La ou le prévenu-e a le droit à être la ou le dernier-e à intervenir dans une audience



Durant toute la durée du procès, les parties prenantes pourront vous demander la parole en se levant. Par ailleurs, vous pouvez demander des explications aux différents parties prenantes.

Quelles sont les peines applicables?

Au niveau pénal

(tribunal correctionnel)

DIFFÉRENTES PEINES SONT APPLICABLES. LE CODE PÉNAL INDIQUE UNE FOURCHETTE DE PEINES. UNE PEINE ALTERNATIVE ET, ÉVENTUELLEMENT, UN AMÉNAGEMENT DE LA PEINE SONT ÉGALEMENT POSSIBLES.

PEINES DE PRISON ET AMENDES

Chef d'accusation	Coups et blessures ayant entraîné une ITT + circonstance de relation affective (art.392, 399 et 410 du code pénal)	Rébellion (art. 269, 271 et 483 du code pénal)	Port d'armes prohibées	Vol avec violence
Peine de prison	Entre 4 mois minimum et 2 ans maximum.	Entre 8 jours minimum et 6 mois maximum.	Entre 1 mois minimum et 5 ans maximum.	Entre 5 ans minimum et 15 ans maximum.
	ET (éventuellement)			
Amende	Entre 50€ (x8) ¹ minimum et 200€ (x8) maximum. Obligatoire.	Entre 26€ (x8) minimum et 200€ (x8) maximum. Facultative.	Entre 100€ (x8) minimum et 25.000€ (x8) maximum.	150.000€ (x8) maximum.

Remarque: si le ou la prévenu-e est estimé-e coupable pour les deux préventions, on choisit la colonne avec les peines les plus fortes.

PEINES ALTERNATIVES

Peine de travail	La peine consiste en un nombre d'heures de travail (entre 46 et 300) à prester au service de la société (dans une asbl, un service public, un hôpital,...). Il faut l'accord du ou de la prévenu-e. N'apparaît pas dans le certificat de bonne vie et moeurs – seules les autorités judiciaires le savent.
Peine de probation	La personne condamnée doit respecter des conditions pendant un délai de 6 à 12 mois (p.ex.: suivre une thérapie ou une formation à la gestion de la violence,...). Il faut son accord. N'apparaît pas dans le certificat de bonne vie et moeurs – seules les autorités judiciaires le savent.
Peine de surveillance électronique	La personne condamnée effectue sa peine, non pas en prison, mais à son domicile. Elle porte un bracelet électronique et ne peut sortir de chez elle que selon un horaire précis pendant une période entre 1 mois et 1 an. Il faut son accord. N'apparaît pas dans le certificat de bonne vie et moeurs – seules les autorités judiciaires le savent.

AMÉNAGEMENT DE LA PEINE

Suspension du prononcé

La culpabilité est reconnue, mais aucune peine n'est prononcée tant que le ou la prévenu-e ne commet pas une nouvelle infraction durant un délai d'épreuve.

N'apparaît pas dans le certificat de bonne vie et moeurs – seules les autorités judiciaires le savent.

Peine avec sursis

Une peine est prononcée, mais n'est pas appliquée à condition que le ou la condamné-e ne commette pas de nouvelles infractions pendant une durée déterminée appelée délai d'épreuve.

Le sursis peut être «simple» (sans conditions) ou «probatoire» (avec des conditions à respecter).

Apparaît dans le certificat de bonne vie et moeurs.

1. Le montant de l'amende reste toujours le même dans le code pénal, mais le coût de la vie et la valeur de l'argent évoluent!
C'est pourquoi le montant des amendes doit être multiplié par une valeur donnée: c'est la valeur de l'index. Elle change chaque année et est actuellement fixée à 8.

Au niveau civil

LA PARTIE CIVILE PEUT DEMANDER DES DOMMAGES ET INTÉRÊTS SELON UN OU PLUSIEURS TYPES DE DOMMAGES.

Dommages matériels et physiques

Dommages matériels et physiques dont les frais ont été supportés par la victime.

Exemples de dommages matériels et physiques:

Frais hospitalisation:
100€ par jour

Frais médicaux:
Coût d'une visite chez un-e spécialiste: 80€
Coût d'une visite chez un-e médecin généraliste: 25€

Coût d'une consultation chez un-e psychologue: 50€

Médicaments

Autres frais médicaux éventuels

Incapacité de travail

Suite aux événements, un-e médecin peut prescrire une **incapacité de travail**. Cette incapacité à travailler a un coût.

Pour un-e salarié-e: perte de 50€ nets par semaine d'arrêt.

Pour un-e indépendant-e: perte de 300€ brut par jour.

Dommages moraux

Les dommages moraux sont les **préjudices que la victime a subis, mais qui ne sont pas d'ordre financier**.

Il peut s'agir de séquelles psychologiques telles que la peur, l'esthétique, la honte, la perte de crédibilité au travail...

Il faut ici tenter d'évaluer le coût d'une souffrance psychologique éventuelle.

Déroulement du procès

(qui intervient quand de manière schématique)

1

LE OU LA JUGE

Ouvre la séance : «Je déclare la séance ouverte ».
Identifie le ou la prévenu·e
«Vous êtes bien xxx, né·e le xx et domicilié·e
xxx? ».
Introduit le dossier en interrogeant la ou le
prévenu·e et éventuellement la victime.

2

L'AVOCAT·E DE LA PARTIE CIVILE

fait sa plaidoirie.

3

LE OU LA PROCUREUR·E DU ROI

fait sa plaidoirie.

4

L'AVOCAT·E DE LA DÉFENSE

réalise sa plaidoirie.

5

LE OU LA PRÉVENU·E À LA PAROLE

!Le ou la prévenu·e a le
droit à être
le ou la dernier·e
à intervenir
dans une audience!

6

LE OU LA JUGE

se retire pour délibérer.

7

LE OU LA JUGE

fait part de son
jugement et s'assure
que la ou le prévenu·e
a compris la peine
prononcée.

Comment s'exprimer?

POUR S'ADRESSER AU JUGE «Madame ou Monsieur la ou le président·e»

POUR S'ADRESSER AU PROCUREUR «Monsieur ou Madame le ou la procureur·e»

QUAND L'AVOCAT·E DE LA DÉFENSE «Mon ou ma client·e»
S'ADRESSE AU OU À LA PRÉVENU·E

LORSQU'IL EST QUESTION «La partie civile»
DE LA VICTIME

LORSQU'UN·E AVOCAT·E «Maître»
EST INTERPELLÉ·E

Maître?

Oui
Madame
la présidente
...